

Publications périodiques

Comptes annuels

SOGEFINANCEMENT

Société par actions simplifiée au capital de 2 820 000 €
Siège social : 57-59, avenue de Chatou – 92500 RUEIL-MALMAISON
394 352 272 R.C.S. Nanterre

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale du 29 mai 2019**I. – Bilan au 31 décembre 2018**

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2018	31/12/2017
Caisse, Banques Centrales, CCP		
Créances sur les établissements de crédit (notes 1 et 22) :	2 736 704	2 708 607
A vue	159 390	122 159
A terme	2 577 314	2 586 448
Créances sur clientèle (notes 2 et 22) :	2 945 672	2 721 114
Autres concours à la clientèle	2 945 672	2 721 114
Comptes ordinaires débiteurs	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe (note 3 et 22)	1 073 644	1 074 960
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et activités de portefeuille (note 4)	0	0
Parts dans les entreprises liées		
Opérations de crédit bail et opérations assimilées		
Immobilisations incorporelles (note 5 & note 5 bis)		
Immobilisations corporelles (note 5 & note 5 bis)		
Autres actifs (note 6)	24 311	22 781
Comptes de régularisation (note 7)	7 974	4 129
Total actif	6 788 305	6 531 591

Passif	31/12/2018	31/12/2017
Dettes envers les établissements de crédit (notes 8 et 22) :	6 489 812	6 242 052
A vue	51	608
A terme	6 489 761	6 241 444
Comptes créditeurs de la clientèle (note 22)	1 223	1 081
Autres dettes :		
A vue - à faire	1 223	1 081
A terme		
Dettes représentées par un titre :		
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		
Autres passifs (note 9)	64 443	110 760
Comptes de régularisation (note 10)	4 587	4 372
Provisions (note 11)	505	630
Capital souscrit (note 12)	2 820	2 820
Réserves (note 12)	282	282
Amortissements dérogatoires		
Subventions d'investissement		
Report à nouveau (note 12)	112 136	54 340
Résultat de l'exercice (+/-)	112 497	115 254
Total passif	6 788 305	6 531 591

Hors-bilan	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés		
Engagements de financement (note 13)		
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	1 976 713	2 055 299
Engagements sur instruments financiers		
Engagements de garantie		

Engagements d'ordre d'établissements de crédit		
Engagements d'ordre de la clientèle		
Autres engagements		
Autres engagements donnés	0	0
Engagements de garantie donnée sur opérations de crédits		
Engagements reçus		
Engagements de financement (note 14)		
Engagements reçus d'établissements de crédit	355 980	355 980
Engagements sur instruments financiers		
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédit	53 708	56 540

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)

	31/12/2018	31/12/2017
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 15)	254 725	282 458
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	4 829	5 019
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	123 364	133 589
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations sur titres revenus fixes	126 532	143 850
+ Autres intérêts et produits assimilés		
- Intérêts et charges assimilées (note 15) :	-30 959	-43 729
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-30 959	-43 729
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	0	0
- Autres intérêts et charges assimilées	0	0
+ Produits sur opérations de crédit-bail et opérations assimilées		
- Charges sur opérations de crédit-bail et opérations assimilées		
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits) (note 16)	41 437	41 713
- Commissions (charges) (note 16)	-30 585	-30 497
+/- Gains ou pertes sur opérations financières		
Autres produits et charges ordinaires		
+ Autres produits d'exploitation (note 17) :	3 612	3 717
- Sur refacturations	3 395	3 465
- Sur produits divers de gestion courante	217	252
- Autres charges d'exploitation (note 17) :	-696	-1 238
- Sur Quote-part d'exploitation faites en commun		
- Sur charges diverses de gestion courante	-412	-623
- Sur étalement surendettement	-284	-615
Produit net bancaire	237 534	252 424
- Charges générales d'exploitation (note 18) :	-16 637	-16 812
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-16 637	-16 812
- Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
Résultat brut d'exploitation	220 897	235 612
+/- Coût du risque (note 19) :	-54 535	-49 122
Résultat d'exploitation	166 362	186 490
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
+/- Résultat ordinaire avant impôt :	166 362	186 490
+/- Résultat exceptionnel avant impôt (note 20)		
+/- Impôt sur les bénéfices (note 21 et 21 bis)	-53 865	-71 236
+/- Résultat de l'exercice	112 497	115 254

III. – Notes annexes aux comptes sociaux

I. – Information sur le choix des méthodes utilisées

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ont été établis et présentés en conformité avec les dispositions des règlements comptables de l'Autorité des Normes Comptables applicables aux établissements de crédit dans le respect des principes de prudence, de l'indépendance des exercices et en préservant la continuité de l'exploitation.

Les états de synthèse sociaux sont en conformité avec le règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptable relatif aux états de synthèse individuels des entreprises relevant du CRBF et en conformité avec le règlement 2011-04 de l'ANC relatif aux primes sur dividende.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes de SOGEFINANCEMENT sont consolidés au niveau de Société Générale dont le siège se situe au 29, boulevard Haussmann - 75009 Paris.

II. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

Conformément au règlement 2014-07 de l'ANC :

A. – Opérations sur les instruments financiers

Sogefinancement ne gère plus d'opération sur instruments financiers depuis 2010.

B. – Participation

Suite au nouveau statut de Sogefinancement en société de financement, la société a été remboursée du certificat de dépôt.

C. – Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de dépréciation enregistrée en déduction de cet encours pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances et les dettes rattachées sont évaluées suivant la méthode dite du prorata temporis.

L'octroi de crédits à la consommation est réalisé dans le cadre d'un process normé dont le score constitue la pierre angulaire. Les demandes de financement sont instruites via des outils d'acquisition qui collectent des données issues des bases internes et externes (Banque de France, base tiers, détection de fraude, gestion des refus récents,...). Le dossier est soumis à un moteur de règles et de calcul de score. Les modèles de score font l'objet d'un monitoring trimestriel.

Par application du règlement ANC 2014-07, art. 2221-1, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses.

Les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis plus de deux mois ;
- lorsque le contrat a été restructuré et dès la survenance du premier impayé ;
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie ;
- lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme des encours douteux compromis. L'identification intervient à la échéance du terme.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois verra tous ses dossiers déclassés en application du principe de la contagion, même si certains ne répondent pas encore aux critères de déclassement.

La contagion externe est appliquée sur les encours de l'activité pour les clients communs avec les entités du groupe Société Générale.

Les clients douteux et douteux compromis font l'objet d'une dépréciation par populations homogènes auxquelles sont appliquées des taux de dépréciation issus d'observations statistiques sur une longue période, pondérés en fonction des tendances récentes. Les montants d'encaissements prévisionnels sont actualisés sur la durée du recouvrement restant à courir au taux moyen initial de production des contrats.

Les clients surendettés, dans leur ensemble, sont positionnés en clients douteux et font l'objet d'une dépréciation actualisée. Seuls les dossiers qui ne sont pas contentieux ou surendettement peuvent, après régularisation de leurs impayés générant le déclassement initial, passer à nouveau en encours sain.

Les créances sont inscrites en pertes dès que leur irrécouvrabilité est prononcée. Celle -ci peut être déclarée dès lors qu'il est devenu impossible d'instrumenter le débiteur.

Dans tous les cas, ce constat est formalisé pour chaque créance.

Conformément à l'article 2231-2 de l'ANC 2014-07, la reprise de dépréciation liée au passage du temps est comptabilisée en coût net du risque.

Les encours de crédits ne présentent pas de créances restructurées au sens du règlement ANC 2014-07.

Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés en totalité pour la partie non encaissée.

Les créances restructurées sans impayé sont inscrites en encours douteux et représentent un montant de 58 M€.

D. – Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

E. – Impôt sur les sociétés

Sogefinancement fait partie d'une intégration fiscale dont la société mère est la Société Générale (art. 223 A à U du CGI). La convention d'intégration fiscale retenue est la convention de neutralité. Cela signifie qu'en matière d'impôt sur les sociétés (ainsi que de contribution additionnelle et de contribution sociale sur les bénéfices), l'impôt est déterminé par Sogefinancement comme en l'absence d'intégration fiscale.

Les montants ainsi calculés, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, sont dus à la société mère.

La convention d'intégration fiscale retient la conception selon laquelle, les économies d'impôts réalisées par le groupe grâce aux déficits, sont allouées immédiatement aux sociétés intégrées déficitaires.

F. – Opérations avec la clientèle

Les frais de dossier entrant dans les champs de l'avis CRC 2009-03 en 2010 ainsi que le reversement fait à la Société Générale sont reclassés en produits nets d'intérêts sur opérations de crédit à la clientèle.

En application de l'avis CRC 2009-03, les commissions reçues et les coûts marginaux encourus lors de l'octroi d'un crédit sont étalés au prorata capital restant dû.

G. – Commissions

La rubrique "commissions" comprend les commissions de placement et d'assurance qui sont reversées à la SOCIETE GENERALE.

H. – Autres frais généraux

Les honoraires des commissaires aux comptes pour l'année 2018 s'élèvent à 72 K€.

I. – Avances et crédits accordés aux dirigeants

Conformément à l'article 106 de la loi du 24 juillet 1966, aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants de la société.

Aucune rémunération n'a été versée aux dirigeants pour l'année 2018 par la société.

J. – Provisions pour risques

Conformément au règlement 00-06 du CRC qui définit un passif, un passif éventuel et une provision, et qui prescrit leur comptabilisation, une provision est comptabilisée pour des risques et charges nettement précisées quant à leur objet, si :

- à la date de clôture l'entité a une obligation à l'égard d'un tiers ;
- il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci après la date de clôture.

K. – Engagements donnés et reçus

La garantie donnée par Sogefinancement à la Société Générale (avec remise en pleine propriété de crédits Expresso) en contrepartie du prêt à recours limité consenti par la Société Générale à Sogefinancement est enregistrée au hors bilan en engagement donné.

L. – L'opération de titrisation Red and Black 2013 :

L'opération, dont le lancement est intervenu le 8 octobre 2013 et renouvelé en septembre 2016 (avec un remboursement partiel des parts junior et la réserve générale en juin 2015 et un remboursement de la réserve générale en septembre 2016), consiste à céder des créances à un Fond Commun de Titrisation (FCT) spécifiquement créé à cet effet et émettant des titres de différentes natures :

- des parts dites « sénior » pour un montant de 2 500 M€, disposant de meilleur rang d'allocation des disponibilités du FCT et notées AAA par au moins deux agences de notation. Elles sont souscrites par SGPM et paient un coupon à taux variable capé ;
- des parts dites « junior » pour un montant de 1 071,5 M€, souscrites par Sogefinancement ;
- des parts résiduelles pour un montant de 300 €, également souscrites par Sogefinancement, qui ont pour vocation d'attribuer au cédant la marge sur l'encours cédés.

Les fonds reçus consécutivement à la cession des créances au FCT sont replacés auprès de la Société Générale.

De ce fait, Sogefinancement conserve l'intégralité des refinancements mis en place avant la titrisation dans le cadre de l'adossé de la production.

La titrisation porte sur le portefeuille de crédits classiques Expresso dont les règles d'éligibilité doivent rendre possible l'opération à un maximum de créances tout en respectant les exigences réglementaires et la notation AAA de la tranche des parts « sénior ».

Le rechargement, mensuel (le 20 de chaque mois), s'est étalé pendant 36 mois, et a été renouvelé pour 3 ans. Il est prévu durant cette période un processus de rachat de contrats au FCT pour les créances ne respectant plus les critères d'éligibilités ou passant en défaut (i.e. passage au contentieux ou en saisine de surendettement).

L'opération de titrisation est qualifiée d'interne auto portée, car le groupe Société Générale détient tout le refinancement du véhicule de titrisation.

Le montant du portefeuille titrisés est de 3,571 Md€.

M. – Gestion des crédits restructurés

De nouvelles directives ont été données par l'European Banking Authority (EBA) en matière d'exposition non performante et de crédits restructurés dans le respect des obligations réglementaires et comptables IFRS auxquelles le Groupe est astreint, en particulier les nouvelles déclinaisons de la réglementation européenne "Bâle III" ou CRD IV.

Sont dits restructurés les financements dont le montant, la durée ou les modalités financières sont modifiées contractuellement du fait de l'insolvabilité de l'emprunteur (que cette insolvabilité soit avérée ou à venir de façon certaine en l'absence de restructuration) dans le but d'assurer la pérennité des paiements.

Le périmètre des crédits restructurés se décline en 3 populations :

- les encours en défaut restructuré : la contrepartie est mise en défaut à compter de la validation de sa mise en restructuration, pendant une période minimum d'un an ;
- les encours en sain restructuré probatoire : mise en période de probation de 2 ans maximum après la sortie du défaut, soit une mise sous surveillance [Watch List] avec en défaut au 1^{er} impayé,
- au-delà de la période de probation, les règles standards de mise en défaut s'appliquent à nouveau et l'encours figure en sain standard.

Les principes habituels du provisionnement s'appliquent aux crédits restructurés :

- provisionnement spécifique tant que la contrepartie concernée est maintenue en défaut bâlois (restructuré avec contrepartie en défaut) ;
- provision base portefeuille pour les contreparties inscrites en Noms sous Surveillance (ou watch List) après leur retour en sain.

Les provisions "base portefeuille", contrairement aux provisions spécifiques, ne sont pas affectées à une contrepartie mais à un ensemble de contreparties qui ne sont pas en défaut.

Note 1. – Créances sur les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Créances à vue	159 390	122 159
Créances à terme (1)	2 577 314	2 586 448
Total	2 736 704	2 708 607

(1) Prêts à la Société Générale pour 2 576 621 K€

Note 2. – Créances sur la clientèle

Eléments (En milliers d'euros.)	2018			2017		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances commerciales			0			0
Autres concours à la clientèle :	3 333 970	-388 298	2 945 672	3 145 784	-424 670	2 721 114
Crédits clientèle	2 557 554		2 557 554	2 283 745		2 283 745
Créances douteuses (1) (2)	432 889	-156 136	276 753	449 934	-172 567	277 367
Créances douteuses compromises	339 986	-232 162	107 824	408 407	-252 103	156 304
Créances rattachées	3 541		3 541	3 698		3 698
Comptes ordinaires débiteurs	0		0	0		0
Comptes ordinaires débiteurs	0		0	0		0
Créances rattachées						
Total	3 333 970	-388 298	2 945 672	3 145 784	-424 670	2 721 114

(1) Le montant des encours restructurés au titre de l'exercice 2018 s'élève à 58 187 K€

(2) La provision sur restructurés enregistrée au titre de l'exercice 2018 s'élève à 3 986 K€

Dépréciations des Créances douteuses sur la clientèle

Eléments (En milliers d'euros.)	2017	Dotations	Reprises	2018
Créances douteuses	172 567	145 127	-161 558	156 136
Créances douteuses compromises	252 103	208 095	-228 036	232 162
Total	424 670	353 222	-389 594	388 298

Inclus les créances restructurés sans impayés, les saisines de surendettement et les impayés de plus de 2 mois

1) Le montant des pertes sur les créances douteuses constaté au titre de l'exercice 2018 s'élève à 21 792 K€

1) Le montant des profits sur les créances douteuses constaté au titre de l'exercice 2018 s'élève à 12 716 K€

2) Le montant des pertes sur les créances douteuses compromises constaté au titre de l'exercice 2018 s'élève à 87 543 K€

2) Le montant des profits sur les créances douteuses compromises constaté au titre de l'exercice 2018 s'élève à 5 724 K€

Note 3. – Obligations et autres titres à revenu fixe

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Parts de Fond Commun de Titrisation	1 071 500	1 071 500
Créances rattachées	2 144	3 460
Total	1 073 644	1 074 960

Note 4. – Participations et autres titres détenus à LT

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Titres	0	0
Total		

Note 5. – Immobilisations incorporelles et corporelles

Néant

Note 5 bis. – Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Néant

Note 6. – Autres actifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Etat, impôts et taxes	749	7
Groupe et Associés	1 249	234
Assurances	883	1 106
Dépôt de garantie	21 429	21 429
Débiteurs divers	1	5
Total	24 311	22 781

Note 7. – Comptes de régularisation active

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Produits à recevoir - Assurances	3 908	4 045
Produits à recevoir - Divers	4 065	83
Divers	1	1
Total	7 974	4 129

Note 8. – Dettes envers les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Dettes à vue :	51	608
Comptes ordinaires créditeurs	0	446
Dettes rattachées	51	162
Dettes à terme :	6 489 761	6 241 444
Emprunts et comptes à terme	6 486 056	6 236 356
Dettes rattachées	3 705	5 088
Total	6 489 812	6 242 052

Note 9. – Autres passifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Fournisseurs	0	27
Etat, impôts et taxes	549	933

Créditeurs divers	54 432	66 571
Groupe et Associés	1 690	35 391
Assurances	7 768	7 834
Dépôts de garantie	4	4
Total	64 443	110 760

Note 10. – Comptes de régularisation - Passif

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Produits constatés d'avance	676	768
Charges à payer	343	297
Produit à étaler	3 568	3 284
Divers	0	23
Total	4 587	4 372

Note 11. – Provisions

(En milliers d'euros.)	2017	Dotations	Reprises	2018
Provision pour risque sur engagement Hors Bilan	630	505	630	505
Total	630	505	630	505

Note 12. – Les capitaux propres

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2017	Résultat de l'exercice	Affectation du résultat	Distribution de dividendes	Autres variations	31/12/2018
Capital	2 820					2 820
Primes d'émission						
Réserve légale	282					282
Réserves réglementées						
Réserves ordinaires						
Report à nouveau	54 340		115 254	-57 458		112 136
Amortissements dérogatoires cogénération						
Autres amortissements dérogatoires						
Résultat	115 254	112 497	-115 254			112 497
Total	172 696	112 497	0	-57 458	0	227 735

Le capital de SOGEFINANCEMENT est détenu par :

- SOCIETE GENERALE à hauteur de 80 % soit 141 000 actions de nominal 16 € ;
- FRANFINANCE S.A. à hauteur de 20 % soit 35 250 actions de nominal 16 €.

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres				
	En début d'exercice	Créées pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice	Valeur nominale
Actions ordinaires	176 250			176 250	16
Actions amorties					
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote					
Actions préférentielles					

Parts sociales					
Certificats d'investissements					

Note 13. – Engagements donnés

Catégories d'engagements Eléments (En milliers d'euros.)	Au profit de				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées		
Engagements en faveur des EC						0
Engagements sur instruments financiers						
Opérations fermes de gré à gré						
Swaps de taux d'intérêt						0
Opérations conditionnelles de gré à gré						
Caps, floor						0
Engagements en faveur de la clientèle					1 976 713	1 976 713
Engagements de garantie						
Garanties						0
Cautions						0
Autres engagements						
Autres engagements donnés (1)					0	0
Engagements sur opérations de crédits					0	0
Total	0	0	0	0	1 976 713	1 976 713

Note 14. – Engagements reçus

Catégories d'engagements Eléments (En milliers d'euros.)	Accordés par				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées		
Engagements de financements						
Reçus des établissements de crédit				355 980		355 980
Engagements sur instruments financiers						
Opérations fermes de gré à gré						
Swaps de taux d'intérêt						0
Engagements de garantie						
Autres engagements reçus					53 708	53 708
Engagements divers						
Autres engagements reçus clients						
Total	0	0	0	355 980	53 708	409 688

Note 15. – Intérêts et produits assimilés

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Opérations avec les établissements de crédit (1)	4 829	5 019
Intérêts sur compte ordinaire	0	0
Intérêts sur compte et prêt	4 829	5 019
Opérations avec la clientèle (1)	123 364	133 589
Intérêts reçus de la clientèle	123 364	133 589
Opérations sur titres (1)	126 532	143 850
Intérêts sur titres placement	126 532	143 850
Total	254 725	282 458

(1) Dont intérêts courus à recevoir :

- Sur les prêts : 692 K€
- Sur la clientèle : 1 500 K€
- Sur titres de placement : 2 144 K€

Note 15. – Intérêts et charges assimilés

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Opérations avec les établissements de crédit (1)	30 959	43 729
Intérêts sur compte ordinaire	261	278
Intérêts sur compte et emprunts	30 698	43 451
Intérêts sur Swaps		
Opérations avec la clientèle (1)	0	0
Autres intérêts		
Autres intérêts et charges assimilées (1)	0	0
Pertes sur instruments de taux	0	0
Total	30 959	43 729

(1) Dont intérêts courus à payer

- Sur les comptes ordinaires : 48 K€

- Sur les emprunts : 3 706 K€

Note 16. – Commissions

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Produits de commissions sur :		
Frais de gestion	38	40
Assurances	37 491	37 628
Prestation de service - assurance	3 908	4 045
Total des produits	41 437	41 713
Charges de commission sur :		
Assurances	29 256	29 159
Commissions de placement	453	524
Autres commissions	876	814
Total des charges	30 585	30 497
Commissions nettes	10 852	11 216

Note 17. – Autres Produits d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Autres produits d'exploitation bancaire	3 612	3 717
Sur refacturation à Eurotitrisation	3 395	3 465
Sur produits divers de gestion courante	217	252
Total	3 612	3 717

Note 17. – Autres Charges d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Autres charges d'exploitation bancaire	696	1 238
Sur charges diverses de gestion courante	412	623
Sur étalement de surendettement	284	615
Total	696	1 238

Note 18. – Autres charges générales d'exploitation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Honoraires (1) (2)	119	1
Impôts et taxes	5 277	6 083
Publicité, relations publiques	3	4
Refacturations sociétés groupe	8 944	8 264
Affranchissements	2 235	2 407
Divers	59	53
Total	16 637	16 812

(1) Ce poste enregistre à la fois les honoraires payés et refacturés par Sogefinancement, les montants refacturés sont légèrement inférieurs aux montants payés.

(2) Les honoraires des commissaires aux comptes pour l'année 2018 s'élèvent à 72 K€

Note 19. – Ventilation du coût du risque

Eléments (En milliers d'euros.)	2018		2017	
	Sur créances	Sur opérations hors bilan	Sur créances	Sur opérations hors bilan
Pertes sur clients et débiteurs divers	-109 335		-100 007	
Dotations aux dépréciations sur clients et débiteurs divers (1-2)	-351 888		-383 646	
Provision sur engagement HB	-505		-630	
Reprises de dépréciations sur clients et débiteurs divers (1)	388 123		393 611	
Reprise sur provision sur engagement HB	630			
Profits sur clients	18 440		41 550	
Total	-54 535		-49 122	

(1) Conformément à l'article 2231-2 de l'ANC 2014-07, la reprise de dépréciation liée au passage du temps a été comptabilisé en coût du risque au lieu de l'effet de désactualisation.

(2) La provision sur restructurés enregistrée au titre de l'exercice 2018 s'élève à 3 986 K€

Note 20. – Produits et Charges exceptionnels

Néant

Note 21. – Impôt sur les bénéfices

Répartition (En milliers d'euros.)	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	166 362	53 865	112 497
Résultat exceptionnel			0
Total	166 362	53 865	112 497

Note 21 bis. – Preuve d'impôt

Résultat comptable avant impôt	166 362
Taux d'impôt théorique	34,43 %
Charge fiscale théorique	57 278
Impact des charges définitives non déductibles	-3 257
Différence sur taux d'impôt	
IS contrôle fiscal	-156
Charge fiscale courante	53 865

Note 22. – Emplois et ressources opérationnels ventilés selon la durée restant à courir

Eléments (En milliers d'euros.) Emplois	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Créances sur les établissements de crédit :						2 736 704
A vue	159 390					159 390
A terme	67	292 512	2 268 223	16 512		2 577 314
Créances sur la clientèle :						2 945 672
Autres concours à la clientèle	261 093	683 173	1 714 391	287 015		2 945 672
Comptes ordinaires débiteurs	0					0
Obligations et autres titres à revenus fixes						1 073 644
Parts de Fond de Commun de Titrisation			557 396	516 248		1 073 644
Total	420 550	975 685	4 540 010	819 775		6 756 020

Eléments (En milliers d'euros.) Ressources	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit :						6 489 812
A vue	48	3	0	0	0	51
A terme	897 497	1 693 847	3 513 306	385 111		6 489 761
Comptes créditeurs de la clientèle :						1 223
A vue	922	53	183	65		1 223
A terme						
Total	898 467	1 693 903	3 513 489	385 176		6 491 035

Opérations se rapportant à des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation

Rubriques	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la Société a un lien de participation
Actif		
Créances sur les établissements de crédit	0	
Créances clients et comptes rattachées	131	
Passif		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (1)	1 540	
Résultat		
Charges (1)	8 944	
Produits	3 395	
Hors bilan		
Engagements donnés	0	
Engagements reçus	0	

(1) Dettes et charges de Sogefinancement vis-à-vis de Franfinance SA, Franfinance Location et Solocvi au 31/12/2018 dans le cadre des conventions réglementées.

Les autres transactions réalisées avec les parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché et ne sont donc pas reprise dans cette note.

Filiales et participations (En milliers d'euros.)

Néant

Identité des sociétés mères

Dénomination sociale - Siège social	Forme	Pourcentage détenu
Société Générale – 29, boulevard Haussmann	Société Anonyme	80 %
Franfinance – 59, avenue de Chatou, 92853 Rueil Malmaison cedex	Société Anonyme	20 %

IV. – Proposition d'affectation du résultat 2018

	Avant affectation	Proposition affectation Résultat 2018	Après affectation
Capital	2 820		2 820
Réserves légales	282		282
Report à nouveau	112 136	56 273	168 409
Dividendes	0	56 224	0
Total	115 238	112 497	171 511

Résultats des cinq derniers exercices

Nature des indications	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018
I. – Capital en fin d'exercice					
a) Capital social (En euros.)	2 820 000	2 820 000	2 820 000	2 820 000	2 820 000
b) Nombre d'actions émises	176 250	176 250	176 250	176 250	176 250
c) Nombre d'obligations converties en action					
II. – Opérations et résultats de l'exercice (En euros.)					
a) Chiffre d'affaires hors taxes*	435 504 933	411 562 149	376 986 099	343 785 149	314 186 816
b) Résultat avant impôts amortissements et reprises de provisions	132 538 925	147 133 815	156 362 600	177 107 100	129 865 488
c) Impôts sur les bénéfices	56 102 918	60 751 820	51 069 945	71 236 515	53 865 199
d) Résultat après impôts amortissements et provisions	84 360 622	98 888 132	110 253 805	115 253 729	112 497 211
e) Montant des bénéfices distribués	84 247 500	98 876 250	110 156 250	57 457 500	56 223 750
III. – Résultats par action (En euros.)					
a) Résultat après impôts mais avant amortissements et provisions	434	490	597	601	431
b) Résultat après impôts amortissements et provisions	479	561	626	654	638
c) Dividende versé à chaque action	478	561	625	326	319
IV. – Personnel	/	/	/	/	/
a) effectif moyen des salariés					
b) Montant de la masse salariale					
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux					

* Chiffre d'affaire basé sur le déclaratif SURFI

V. – Affectation du résultat

La Collectivité des Associés constate que l'exercice 2018 se solde par :

- un bénéfice de 112 497 211,04 € ;
- augmenté du report à nouveau créditeur de 112 135 624,34 €.

La Collectivité des Associés décide d'affecter comme suit le bénéfice distribuable de l'exercice 2018, qui s'élève à 224 632 835,38 € de la façon suivante :

Distribution d'un dividende de 319,00 € par action, soit pour 176 250 actions	56 223 750,00 €
Report à nouveau	168 409 085,38 €

Le dividende par action s'élève à 319,00 €, la mise en paiement devant intervenir au plus tard le 30 juin 2019.

Le dividende attribué aux actionnaires personnes physiques est éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 du Code Général des Impôts. En revanche, le dividende attribué aux actionnaires personnes morales n'est pas éligible à cet abattement.

La Collectivité des Associés prend acte, qu'au titre des trois derniers exercices, il a été distribué les dividendes suivants :

Exercice 2015	561,00 €
Exercice 2016	625,00 €
Exercice 2017	326,00€

VI. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décisions unanimes des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Sogefinancement relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823 -7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre société constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques de crédits inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et à l'appréciation des risques de non-recouvrement et leur couverture par des dépréciations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport

de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 24 mai 2019
Les commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES
Jean-Marc MICKELER

ERNST & YOUNG et Autres
Vincent ROTY

VII. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.